

Le libertaire

hebdomadaire

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

ABONNEMENTS POUR LA FRANCE

Un an 6 fr. »
Six mois..... 3 fr. »
Trois mois..... 1 fr. 50

ADMINISTRATION ET RÉDACTION

PARIS — 15, Rue d'Orsel, 15 — PARIS

La Rédaction
à SILVAIRE

Adresser tout ce qui concerne

L'Administration
à Pierre MARTIN

ABONNEMENTS POUR L'ÉTRANGER

Un an..... 8 fr. »
Six mois..... 4 fr. »
Trois mois..... 2 fr. »

C. G. T. et P. S. U.

Il faut le lire, l'article de Jouhaux, paru dans la *Bataille Syndicaliste* du 9 mai. Il faut le lire et l'enregistrer.

« Ouvriers contre Parlementaires », voilà une affirmation qu'il nous plaît de relever sous la plume du secrétaire de la Confédération générale du Travail. Elle prend ainsi une valeur remarquable : c'est bien l'opinion des syndicalistes français qui est émise.

« A la motion de Nîmes, nous répondons par la motion de Toulouse.

« Pour nous, la motion de Toulouse est bien l'émanation de la volonté ouvrière.

« L'antithèse qui existe entre ces deux motions est éclatante. Tant mieux : à cette occasion, une illusion de plus se dissipera dans les masses prolétaires.

« On ne pourra plus équivoquer sur la marche parallèle des deux mouvements économique et politique. »

Cette déclaration est grave et elle est significative. Elle vient à son heure aussi. Au moment où le Parti Socialiste se trouvant dans la nécessité de réaliser un article de son programme (les retraites ouvrières) est contraint de collaborer avec le Pouvoir, il était urgent pour l'indépendance du syndicalisme que son représentant le plus autorisé précisât l'attitude de la C. G. T. à l'égard du P. S. U.

C'est aujourd'hui chose faite. Jouhaux a mis « les pieds dans le plat » pour le plus grand ahurissement probable des réformistes et des aspirants « quinze-mille » qui n'ont cessé de voir dans le syndicalisme une pépinière de bons électeurs.

C'est la rupture éclatante et digne. Elle eut pu être froide et quelconque ; l'arrogance des socialistes et les trop grandes habiletés de Jaurès lui ont donné un caractère d'hostilité qui ne nous déplaît point.

Nous voyons donc la partie la plus éclairée du monde ouvrier prendre nettement position en présence des forces déviatrices de la Démocratie. Dépassant de très loin l'aparté parlementaire et impossible des premiers syndicalistes, les ouvriers organisés se déclarent anti-parlementaires. Quel chemin parcouru ! Il faut rapprocher de cette attitude les anciens Premier Mai où les syndiqués bien sages allaient déposer à l'Hôtel de Ville leurs cahiers de revendications, sous la conduite de leurs Elus ; il faut se rappeler les grèves d'autrefois que les députés socialistes exploitaient pour le succès de leur propagande électorale et menaient aux lieux et places des intérêts.

Le temps qui sépare ces deux phases du syndicalisme est court, mais c'est un monde cependant qui les différencie.

A la méthode d'intervention légale a succédé l'action directe.

Débarassé désormais d'une équivoque qui l'alourdissait, le mouvement syndicaliste va pouvoir repartir à nouveau de l'avant, plus libre, plus net et plus décisif. Son essor sera sans limite si après avoir exclu le parlementarisme extérieur des formes de son action, il sait aussi lutter contre les tendances parlementaires qui intérieurement déforment et paralysent ses manifestations.

L'occasion est propice ; les Retraites ouvrières qu'avec la complicité du P. S. U. le gouvernement entend faire appliquer, vont nous permettre de mesurer le degré de persévérance des intentions confédérales. Jamais des circonstances aussi favorables ne se sont présentées aux syndicalistes pour démontrer matériellement leur antiparlementarisme.

Car nous espérons qu'il ne se traduira pas seulement par des paroles, mais que des actes suivront. Lesquels ? Mais tout simplement la continuation de l'opposition irréductible à la loi sur les Retraites : opposition critique, négative, sans opportunisme législatif d'aucune sorte.

Et s'il en était autrement, ce serait donner raison à M. Jaurès qui écrivait dans l'*Humanité* du 9 mai : « Même parmi les adversaires les plus passionnés de la loi actuelle, même parmi ceux qui ont les tendances « libérales » les plus marquées et qui ne croient guère qu'à « l'action directe », il n'en est aucun qui conteste la nécessité d'une loi pour organiser les retraites ouvrières et paysannes. Ils ne croient pas qu'on puisse s'en remettre à la seule initiative des individus ou à des groupements du soin d'assurer les travailleurs contre la vieillesse. Ils reconnaissent que c'est un devoir social qui doit se traduire par un acte législatif et prendre la forme d'une loi. »

Mais nous avons la conviction que les déclarations de Jouhaux sont la préface d'une attitude qui va aller en s'accroissant. Les remontrances de Jaurès et les maladroites des députés socialistes ne pourront d'ailleurs que rendre plus aigu le conflit. Comment finira-t-il ? Sans doute, par le triomphe du syndicalisme qui apparaîtra aux ouvriers et aux paysans comme un moyen de défense contre l'autorité de l'Etat, et un facteur révolutionnaire capital. Le prestige du Parti et des Parlementaires en sera atteint, et leur influence sur les masses diminuée d'autant.

Et c'est pourquoi il est intéressant pour les anarchistes de souligner l'article de Jouhaux que nous considérons comme un événement très important de l'Histoire Syndicaliste.

Toutefois pour qu'il prenne toute sa valeur, il serait à souhaiter qu'il ait une suite en réponse aux affirmations de Jaurès parues le même jour et que j'ai citées.

Cette suite, nous l'attendons.

Edouard Sené.



LE COMMENCEMENT DE LA FIN

« Ils se flattent (les adversaires de la loi des retraites) de la pensée qu'ils ont tué en elle, comme en un germe écrasé, toute la suite de l'assurance sociale, toute la politique d'intervention au profit du travail. » Humanité du 6 mai.

Eh ! eh ! il y a un peu de ça, M. Jaurès, quant à la politique d'intervention. Oui, la classe ouvrière préfère,

avec juste raison, l'action directe, et nous espérons bien qu'elle se maintiendra de plus en plus sur ce terrain-là.

Socialisme parlementaire... ton café f... le camp !

ON CIVILISE

Extrait des quotidiens : « Le soir, vers cinq heures, la méhalla du commandant Brémont revenait en bon ordre. Les hommes ramenaient une vingtaine de prisonniers et de nombreux bestiaux capturés aux rebelles, dont les dours, par représailles, furent incendiés. »

Les tribus étant attaquées par le commandant Brémont dans une sortie, de quelles représailles pourrait-il être question ?

Charmant euphémisme pour exprimer l'action sauvage de ces bandits !

A BOIRE !

Toulouse, 4 mai. — Dépêche particulière de Paris Journal. — La police ayant saisi cinq fûts d'eau-de-vie de contrebande, les avait fait porter au violon municipal. Pendant la nuit, les agents mirent l'eau-de-vie au pillage, et s'enivrèrent confortablement. Dénoncés, ils prétendirent que les fûts perdaient, mais, finalement, ils firent des aveux. Treize inculpés sont à l'assocation, mais, en attendant la décision de la justice, le maire a suspendu un sous-inspecteur, un brigadier et un sous-brigadier. D'autre part, deux agents sont poursuivis correctionnellement pour menaces de mort, violence et ivresse publique.

Voyez-vous ces « braves agents » qui se saoulent d'alcool volé, qui se livrent à des violences, menaces de mort, etc., et qui vous passeront à tabac un inoffensif ivrogne. Mais que vont dire leurs collègues parisiens des autorités toulousaines, eux qui sont gorgés d'alcool par leurs chefs eux-mêmes avant d'être lâchés, tels des molosses déchaînés, les jours de grand « raffut ».

SURPRISES DU CHAUVINISME

A l'Opéra il y a un bibliothécaire, M. Malherbe, qui détient trois chœurs inédits de Schumann. Dernièrement, une association d'ouvriers chanteurs allemands demandait communication du manuscrit, ce que son propriétaire refusa énergiquement.

Je suis propriétaire de cette œuvre, dit-il, et si je veux je peux la détruire.

Les raisons de ce refus ? « Les paroles, écrites en 1848, sont très révolutionnaires, il ne me plaît pas que ces chœurs soient chantés par des socialistes allemands. » Et voilà.

Au Japon, le gouvernement encourageait dans les rangs des prisonniers russes la propagande révolutionnaire. C'était de bonne guerre, paraît-il. M. Malherbe — situation officielle oblige — détecte à ce point les Allemands qu'il lui déplait de leur fournir des motifs à chanter, même s'ils sont dirigés contre l'ordre social du pays abhorré.

Quelle mentalité...

Pour le Libertaire

Souscription permanente

Rontel, 0 35. — Kohler, 0 30. — Charlin, 0 30. — X. 1 fr. — Marbruet, 1 fr. — Em. Amé, 0 50. — V. Martin, 1 fr. — Laplanche (Lyon), 0 50. — Rody, 0 60. — Rochon, 1 fr. 20. — C., 4 fr. — M. Laval (Reims), 0 90. — Julot, 0 50. — Pitois, 2 fr. — Clavette, 2 fr. — Louise, 1 fr. — Un voyageur, 0 65. — Adam, 1 fr. — Kohler, 0 25. — Henri Charles, 0 25. — Garnier, 1 fr. — Girard, 0 20. — Un ami révolutionnaire, 0 65. — G. Parlu, 0 50. — Un ami du précédent, 0 50. — Dudragne, 1 fr. — Laurent L., 0 25. — Hélène, 0 85. — Mougeot, 0 50. — Fargelon, 0 60. — Groupe Théâtral du 20, 5 fr.

Pour les dockers

L. Laurent, 0 fr. 25.

Camarades,

par tous les moyens,

venez en aide

au LIBERTAIRE

LE GUEPIER MAROCAIN

Prenez garde !

Toujours enragés de domination, toujours affamés de richesses, les ploutocrates, nos maîtres, ont si bien manœuvré qu'on en est à deux doigts de la grosse expédition au Maroc.

Songez donc ! Un vaste pays tout neuf à exploiter est là, aux portes de l'Europe ; il y a là des tas de combinaisons financières à manigancer, de la main-d'œuvre pour presque rien, des mines et des terres à voler ; bref, des centaines de millions à râfler, et vous voudriez que nos requins attendissent patiemment leur heure !

Harcelés par eux, nos gouvernants, leurs valets, ont dû « intervenir » comme ils disent. Excellent prétexte pour élargir le cercle de l'occupation française et partant le champ d'exploitation de la finance. Mais les requins allemands ont les dents longues, eux aussi, et leurs organes se font menaçants.

Nous ne faisons qu'exécuter les conventions d'Algésiras, larmoient nos maîtres effrayés. La peur de l'Allemagne a longtemps tenu lieu de sagesse, en effet.

LA TERREUR

La bourgeoisie a peur.

Les jouisseurs de notre beau régime capitaliste, depuis le radical très socialiste jusqu'au légitimiste le plus réactionnaire, tous sont envahis par le remords des crimes commis par leur ordre sur la classe ouvrière.

Devant leurs yeux dansent les spectres rouges de Villeneuve-Saint-Georges, Raon-l'Étape, Narbonne ; leur sommeil est coupé de cauchemars où leurs victimes qui souffrent dans les geôles où ils les ont enfermés : Hervé, Goriot, Selinghoff et des centaines d'autres, réclament justice ou vengeance.

Nos gouvernants sentent la colère monter au cœur de tous ceux qu'ils ont sacrifiés aux intérêts des grandes compagnies de chemins de fer (3.000 révoqués, femmes et enfants crevant de faim) ou des compagnies transatlantiques (Durand, moralement assassiné, Mathieu, mort, Couillandre et Lefrançois au bagne)...

Les bourgeois tremblent à la vue des drapeaux rouges et noirs agités par les ventres creux de la terre. Ils sont frappés de terreur à la vue du champagne coulant dans les caves et des châteaux en flammes.

Pour arrêter le mouvement revendicateur des vignerons, la magistrature a fonctionné et les prisons se sont remplies ; mais le remède a fait sur les paysans champenois l'effet de l'huile sur le feu... le courant révolutionnaire s'est accentué, augmentant davantage la peur des privilégiés.

Le préfet de police qui, sous l'effet de l'éther, est parfois téméraire, Lépine lui-même a peur.

L'on dirait que les gestes qui marquaient les années de 1893-94 ont frappé tout à coup l'esprit de nos maîtres, de nos gouvernants.

Les policiers craignent qu'un nouveau Ravachol vienne déposer dans leurs repaires la carte de visite vengeresse des passages à tabac du 1^{er} mai.

Halluciné par la terreur, l'on a tout de suite découvert un complot... un complot anarchiste.

Conspirateurs... Réunion secrète... Désignation de l'exécuteur... tout cela a été bien vite édifié ; l'on a même désigné et les endroits et les gens destinés à la vindicte anarchiste.

Pour finir le tableau et faire croire que réellement il y a complot, l'intran-

Mais à force de se voir évincer sur les marchés du monde par les capitalistes étrangers, nos grands brasseurs d'affaires sont devenus féroces. Les placements intérieurs ne sont pas assez fructueux à leur gré : il leur faut le Maroc à dévorer.

S'ils en arrivent à déchaîner une guerre européenne, eh bien, tant pis ! Ce sera là, après tout, une splendide occasion, pour la grosse banque, de réaliser d'énormes bénéfices dans les fournitures, les emprunts et les grands tripatouillages financiers à quoi la guerre entraîne. Que leur importe le reste : les hécatombes colossales de jeunes vies, l'effroyable misère du peuple et toutes les horreurs d'un pareil fléau !

Cependant, faites attention, misérables ! Votre gloutonnerie pourrait vous coûter terriblement cher. Aux premières menaces d'une déclaration de guerre, la partie consciente du peuple saura trouver les responsables. Elle connaît leurs noms et adresses. Que les requins mettent un terme à leur appétit, ou sinon qu'ils prennent garde !

Si l'émancipation du prolétariat ne doit pas sortir de leurs affreux cadavres, du moins le signal de la guerre serait-il, ils peuvent en être sûrs, leur arrêt de mort.

signant, la Presse nous laissent entendre que M. Mouquin était furieux d'avoir vu livrer la découverte de la police au public, mettant ainsi la puce à l'oreille des soi-disant conspirateurs.

La vérité, dans toute cette histoire, c'est que pris de peur, nos maîtres capitalistes et les chefs de leurs chiens de garde, Lépine, Hennion, etc., veulent donner un semblant de raison, un prétexte à une augmentation de la police, à un développement du mouchardage.

Devant les menaces des révolutionnaires de répondre au sabotage du Premier Mai par le sabotage du Grand Prix, le gouvernement veut mettre à l'ombre le plus grand nombre possible des trouble-fête.

L'on fera si bien que, après 40 ans de République et de suffrage universel, l'ordre moral, cette période abjecte qui suivit la Commune, va fleurir à nouveau.

Pour un oui, pour un non, tout individu suspect sera appréhendé et enfermé ; pour s'être dit anarchiste ou tout simplement pour parler anarchie on se verra envoyé non plus à Mazas ou à Sainte-Pélagie, mais à la Santé, la Bastille moderne.

Les vexations du régime des Buffet, des La Roche-Bouët vont revenir avec Monis-Berteaux, leaders des républicains socialistes.

C'est, une fois de plus, ligués contre les anarchistes toutes les forces de réaction capitaliste et politique.

Eh bien, nous serons à la hauteur des circonstances.

De complot terroriste, que les bourgeois se rassurent, il n'en existe point, sinon dans la cervelle de Xavier Guichard et de ses sbires ; les anarchistes ont compris les dangers des conspirations et sont fixés sur leurs résultats.

Mais, pourtant, si nous ne voulons pas d'organisation terroriste par crainte des Azeff, cela ne signifie pas que les anarchistes aient renoncé à cette action et qu'il n'y ait plus jamais recours !

Il est bon de rappeler que Vaillant, qu'Emile Henry, que Caserio et toute la lignée des hommes énergiques qui se montrèrent à l'époque, agirent individuellement et sans ordre que la police ne sut rien du projet de ces hommes, et qu'ils réussirent...

A. Dauthuille.

Escroquerie et Bluff

Le désarroi est grand dans le Parti socialiste unifié. La grande loi d'assistance sociale, sur les retraites ouvrières et paysannes, reçoit partout un accueil aussi significatif que peu enthousiaste. Les travailleurs de la ville et des champs n'en veulent à aucun prix et crient à l'escroquerie.

Ils ne se bornent d'ailleurs pas à crier, mais ils affirment leur volonté très nette de ne pas se plier aux exigences de la grandissime réforme.

La presse de toutes nuances nous entretient chaque jour de ces diverses manifestations.

La première protestation s'est manifestée dans le nombre dérisoire d'inscriptions que l'on a réussi à recueillir. Dans certaines villes, quelques dizaines, sur des milliers de bénéficiaires, ont répondu aux appels et aux obligations lancées sous toutes les formes, par tous les moyens. Dans de nombreux centres, la population ouvrière s'est réunie sur une grande place et a brûlé solennellement les feuilles d'inscription.

Mais il y a mieux, dans plusieurs endroits, les travailleurs organisés ont décidé d'employer au besoin la grève générale pour s'opposer à tout prélèvement sur leurs salaires.

Jamais peut-être une mesure législative n'avait soulevé en France une protestation aussi unanime ; aussi, M. Boncour, ministre du Travail, si optimiste au début, commence à déchanter et à avouer son inquiétude.

Les plus optimistes avouent qu'il sera très difficile, sinon impossible, de l'appliquer.

C'est cette quasi-unanimité qui suffoque Jaurès, Sembat, Dubreuilh et toute la bande des politiciens unifiés qui se sont rendus complices du gouvernement dans l'œuvre d'escroquerie et de bluff que sont les retraites.

Aussi exhalent-ils dans l'humanité leur fiel en de longs articles. Jaurès rappelle sans ménagement que le Parti a collaboré à la loi, que tous les députés, sauf un, l'ont votée, que le Congrès de Nîmes a décidé de la soutenir et d'aider à son application. Dubreuilh vient à la rescousse en déclarant que la résolution de Nîmes est « la loi du parti », tant qu'un nouveau Congrès n'aura pas détruit l'œuvre du dernier.

C'est en somme la mise en demeure aux groupes du Parti de se conformer à la discipline en aidant l'œuvre des élus, en prêtant leur appui à des décisions de Congrès.

Ceci est parfaitement logique et, jusqu'à un certain point, ne manque pas de franchise. Pour nous, il importe que la classe ouvrière sache à quoi s'en tenir sur le P.S.U. ; il faut que chacun se prononce entre les deux thèses défendues, l'une par le Parti qui se prétend l'expression politique de la classe ouvrière, l'autre par la Confédération Générale du Travail, qui est à coup sûr son expression économique.

Il n'est plus possible à l'heure actuelle de se retrancher dans l'équivoque et l'abstention, il n'est plus possible de recommencer le coup de certains députés de la fraction guesdiste qui, ayant voté la loi au Parlement, la dénonçaient ensuite dans les réunions publiques comme une duperie et un vol.

La question se pose avec précision : il faut être avec le pouvoir pour la loi, avec tout l'appareil judiciaire qui va être mis en branle pour appliquer la loi coûte que coûte, avec le patron qui menace de renvoyer l'ouvrier qui refuse de verser, ou avec le peuple tout entier qui refuse d'accepter la loi et se prépare à résister à son application.

Malgré les affirmations de Jaurès, qui prétend que les travailleurs repoussent la loi sans la connaître, nous sommes convaincus que le bon sens des prolétaires a guidé aussi sûrement que toutes les connaissances des politiciens de carrière. D'ailleurs, ils sont les intéressés et envisagent sans doute les questions à un autre point de vue que les grands prêtres de l'Etat-Providence.

Je résume brièvement les raisons pour lesquelles la loi est si impopulaire. Ces raisons sont de deux ordres : matérielles et morales. Les ouvriers ne veulent pas que leur maigre salaire soit grevé d'une nouvelle charge qui retombe tout entière sur eux, quoiqu'on fasse.

Et ils ne veulent pas d'une retraite pour les morts ! En fixant l'âge de la retraite à soixante-cinq ans, les politiciens se sont franchement moqués des travailleurs. Les statistiques des plus favorables constatent que 6 p. 100 des intéressés à peine peuvent atteindre cet âge ; 94 p. 100 auront donc versé pendant 25, 30 ou 35 ans sans pouvoir profiter des sacrifices consentis.

Les raisons d'ordre moral qui nous font insurger sont peut-être plus importantes. Lorsque les travailleurs s'élèvent contre la capitalisation, ils savent quelle puissance redoutable serait entre les mains du pouvoir. C'est pour les politiciens la faculté de tripoter avec l'argent arraché à la classe ouvrière. L'Etat qui, par suite de l'exode

des capitaux français à l'étranger, trouvera difficilement à emprunter, trouvera toujours à sa disposition des capitaux énormes. En outre, des sinécures nouvelles qu'il servira à créer, l'argent des ouvriers servira dans les périodes de crise à renforcer la police et l'appareil de coercition et de violence qui pèse sur nous ; en cas de conflit international, à fabriquer des canons et des navires de guerre.

Enfin, l'introduction de la carte, nous ramène aux beaux moments du livret ouvrier et institue un nouveau mode de mouchardage. On ne peut nier, certes, que la République n'ait développé, dans de grandes proportions, la noble institution de la police et ne lui ait fait une place de premier ordre. Malgré tous les progrès indéniables accomplis dans ce sens, nos hommes d'Etat ne sont pas satisfaits et pensent que la fameuse loi leur procurerait des fiches de tout premier ordre.

Non, citoyen Jaurès, le bon Peuple de France ne veut pas de la loi, il va à l'encontre du Socialisme d'Etat que vous représentez si brillamment, mais qui, dans l'esprit des masses exploitées, perd chaque jour du terrain. Libre à vous d'augmenter sa puissance en lui fournissant le nerf de la guerre, en augmentant ses attributions : le travailleur sait qu'il est de son intérêt de lui refuser des armes dirigées contre lui. L'Etat, c'est l'ennemi qu'il veut briser. La libération est à ce prix.

Pierre Dumas.

A Saint-Nazaire

Saint-Nazaire, le 7 mai 1911.

Voici, très résumés, les faits qui se sont produits à Saint-Nazaire depuis huit jours. D'abord, le 1^{er} mai fut marqué par un chômage presque général. Un grand meeting eut lieu le matin ; les camarades Gauthier, secrétaire de la Bourse du Travail ; Laplaine, des coiffeurs, et Filliol, délégué confédéral, firent l'exposé de la situation.

Après avoir cloué au pilori les grands maîtres qui exploitent la société actuelle, le camarade Filliol a fait ressortir la valeur de l'ignoble escroquerie (la loi des retraites ouvrières). Ayant demandé à ceux qui avaient 65 ans parmi les 2.000 travailleurs présents de lever la main, trois maîtres seulement se levèrent. Voilà, dit-il, qui fera plus que tous les écrits ; c'est la retraite pour les morts que l'on fait miroiter aux yeux du prolétariat ; c'est l'escroquerie de la caisse des invalides qui renait.

A la sortie, policiers, mouchards, gendarmes et chasseurs se livrèrent à leur travail ordinaire. Des charges furent poussées contre des travailleurs inoffensifs, malheureusement. Quelques-uns furent piétinés, d'autres arrêtés ; voilà le bilan de la journée du premier mai. Les cosques de la 3^e République triomphèrent encore.

Quant à la grève, les mouchards racolent à domicile, le bureau du commissaire central est transformé en vrai bureau de placement. Les copains arrêtés le matin arbitrairement furent jugés l'après-midi et condamnés ignominieusement. Quatre et six mois, c'est le minimum ; deux femmes ont été arrêtées et condamnées à 4 mois pour entrave à la liberté du travail. Le lendemain, l'une d'elle accouchait. Quel mal pouvait-elle faire la veille ?

Un meeting a eu lieu samedi en faveur des cheminots. Le commissaire central était présent ; ce qu'il a pris pour son grade, le pauvre gas ! Malgré sa présence, c'est par acclamation que l'ordre du jour des cheminots préconisant la grève de 24 heures a été voté. Par un vote à bulletin secret, les grévistes ont voté la continuation de la grève, moins 30 voix.

Quelle démonstration pour ceux qui prétendaient que par ce vote la majorité des travailleurs serait pour la reprise du travail !

Cette semaine, nous mettrons au pied du mur M. Brichaux et ses disciples dans une réunion publique : nous les sommerons de venir s'expliquer. Viendront-ils ?

Camarades, quel que soit le résultat, venons en aide aux vaillants lutteurs de St-Nazaire.

Kouault Pitre.

Nous ouvrons d'autre part, une souscription en faveur des dockers et charbonniers de Saint-Nazaire, en grève depuis un mois et dont la vaillance a besoin d'être soutenue par la solidarité effective de tous.

Petits Pavés

LE GRRRAND COMLOT

Il y avait longtemps qu'on n'en avait eu un.

L'avons-nous eu ? Les uns disent oui, les autres non. Le Petit Parisien nous donne des détails à faire tourner « les sangs » de ma concierge, le Journal annonce gravement à ses lecteurs que le complot est né dans l'imagination d'un confrère à court de nouvelles. Le Journal a tort, très grand tort, car le complot a presque existé.

Où, camarades, le grand coup a failli éclater et permettez-moi de vous faire, à son sujet, les plus triomphantes révélations

et de vous en donner les détails sensationnels.

C'était dans la nuit du 30 avril au 1^{er} mai, il faisait nuit noire ; rue Saint-Honoré des ombres passaient en rasant les murs, c'étaient des hommes vêtus de manteaux sombres comme leurs visages et coiffés de chapeaux à larges bords ; grâce à un mot d'ordre et à certains signes mystérieux, ils entrèrent dans une maison de sinistre apparence : l'Elysée. Tel l'Indien Sioux sur le sentier de la guerre, je les suivis, et, me glissant près d'un énorme pachyderme, je parvins à entrer. Nous descendîmes des corridors sans fin, nous descendîmes des marches humides, pénétrant ensuite dans de vastes souterrains aux voûtes écrasantes, aux murailles épaisses.

J'eus froid, j'eus peur, je faillis me trouver mal...

Mais le devoir professionnel m'ordonnait d'imiter le juif errant et je marchais pendant des minutes qui me semblaient des heures, pendant des heures qui me semblaient des siècles. Tout à coup j'aperçus une lueur ; nous étions arrivés. Des rugissements de fauves se firent entendre : alors je assistai à une réédition d'un spectacle néronien ? Un petit vieillard nuait l'ether s'avancant vers le mastodonte.

N'y a-t-il rien à craindre, mon cher préfet ? dit le gros bonhomme.

Rien, je vous l'assure, ils sont enchainés.

Pourquoi rugissent-ils ainsi ? C'est à la pensée de la distribution de Maryland qu'ils vont faire demain, jour de manifestation.

Brave brigade de réserve, dit le gros bouffi.

Enfin, nous arrivâmes ; je me collai dans un coin me faisant tout petit. Je regardais et reconnus dans le petit vieillard nuant le brave Lépine ; le gros était Fallières ; et voici Xavier Guichard, Mouquin Briand, revenu on ne sait trop comment, les ministres d'hier, ceux d'aujourd'hui, ceux de demain.

La séance fut déclarée ouverte. Messieurs, commença Fallières, vous savez pourquoi nous sommes réunis, le peuple de Paris veut manifester demain, montrons-lui qu'il y a mieux à faire, voici la long de ce mur 15.000 marmites.

Pas d'insinuations contre nos honorables, interrompit Monis.

Il s'agit de faire sauter Paris, reprit Fallières, de faire la révolution. Etes-vous prêts ?

Oui, oui.

Jurez, camarades, de ne rien révéler de ce que nous décidons ce soir.

Nous le jurons.

Eh bien, maintenant, nous allons passer à d'autres exercices ; après avoir dansé la danse du ventre que je viens d'apprendre en Tunisie, nous chanterons en chœur la benédiction des poignards, pardons des marmites, musique de Meyerbeer.

Et après avoir fait exécuter, en grand-maitre, quelques bonds à son nombril, Fallières entonna l'air célèbre :

Pour une cause sainte

Obéissez sans crainte.

José Landès.

L'Apaisement

Détente... Détente... Ouf ! Clemenceau, Briand à terre, les poitrines se dégonflent et il semble que l'on va pouvoir respirer plus librement.

Berleaux, celui-là même qui vint patroner la candidature du citoyen Allemane à Paris, et Monis sont chefs, ces deux leaders radicaux-socialistes au pouvoir enthousiasmèrent nos élus du Parti, et même certains révolutionnaires.

Pensez donc, Monis, c'est le retour du père Combes, c'est la bourgeoisie libérale triomphante, c'est par conséquent une ère de plus grande liberté qui va s'ouvrir, n'est-ce pas « Sans Patrie » ?

Hélas ! Clemenceau, Briand, Monis, c'est toujours la prison ouverte aux militants ouvriers, aux révolutionnaires.

En l'emprisonnant, Clemenceau a donné le coup de grâce à l'artiste Delannoy ; Monis laisse dépérir dans sa prison Métiévier, secrétaire du syndicat de l'alimentation, enfermé pour contrainte par corps et pour faits de grève, et qui, malade, réclamerait une amélioration à son régime.

Pour nous, la confiance dans le libéralisme bourgeois est disparue depuis longtemps ; la bourgeoisie est obligée de frapper pour ne pas sombrer et elle frappe.

La cour d'assises de Melun vient de condamner à dix-huit mois de prison notre ami Aubin, secrétaire des libérés des bagnes militaires.

Après lui, ce sera le tour de la Voix du Peuple et de notre camarade Grandjean, auteur de dessins parus dans ce journal.

Enfin, c'est notre camarade Descamps qui vient d'être condamné, par défaut, à cinq ans de prison et à 1.000 francs d'amende. Heureusement, il court en core.

Mais il s'agit donc d'un bien grand crime ? dira-t-on. Oh, oui ! Gérant de la Cravache, l'organe anarchiste de Reims, dont la publication est maintenant suspendue, Descamps était poursuivi pour avoir... reproduit un article de la Barricade, lequel avait d'ailleurs passé sans encombre dans ce dernier journal.

Et c'est cela que nos républicains appellent l'apaisement.

LE DROIT A LA VIE

Autant la reprise personnelle est chose détestable, pour toutes sortes de raisons morales et autres, autant la reprise collective est chose noble et admirable, nous ne le proclamons jamais assez haut. La dignité humaine ne saurait mieux s'affirmer, ni d'une manière plus féconde.

Surtout lorsque le pain des travailleurs vient à manquer au logis et que des terres en friche ou des chantiers déserts ne demandent que des bras pour être mis en valeur.

Alors c'est le plus sacré des droits pour les producteurs de s'emparer de ces moyens de production dont l'égoïsme féroce de leurs possesseurs voudrait leur interdire l'approche.

Qu'est-ce que leur soi-disant droit de propriété, qu'est-ce que toutes les lois, et le « libre suffrage » et toutes les magistratures devant le droit à la vie ? Est-ce que celui-ci ne prime pas tout ? Est-ce que ceux qui produisent toute chose ne montrent pas de la magnanimité à ne réclamer que le droit de vivre par leur travail, alors qu'ils pourraient revendiquer leur légitime part des richesses par eux produites ?

Mais les instruments du travail étant accaparés par quelques-uns, il s'ensuit un commencement de reprise à vouloir simplement se servir, pour vivre, de la terre et des outils capitalistes.

Et c'est cela que signifie le geste de

ces terrassiers dont nous parlions dernièrement. Or, ce fait, gros de conséquences par l'exemple magnifique qu'il propose aux spoliés, n'est pas unique, heureusement. Déjà, dans le Midi, il y a quelque temps, les travailleurs de la terre, las de mourir lentement de faim et de voir d'immenses vignobles abandonnés s'étaient bravement mis à la besogne par troupes nombreuses et résolues.

Frappés de lock-out, les ouvriers agricoles de Marsillargues ont travaillé quand même, nous apprend aujourd'hui la Bataille Syndicaliste. La quinzaine finie, ils se présentent samedi chez les propriétaires pour réclamer leur salaire. Sur le refus de ceux-ci, ils revinrent dans la nuit, assaillant les demeures patronales, brisant les portes des unes, menaçant les autres. Alors, tous s'exécutèrent ; tous les salaires furent payés. A Aimargues, autre pays viticole, les mêmes faits ont commencé à se produire.

Quelle leçon d'énergie, camarades ! Prenez-en de la graine, vous tous que l'omnipotence des capitalistes prive du travail et livre à la famine pour une infime réduction dans leurs scandaleux bénéfices !

A moins de rester des brutes bornes à pressurer et à fouetter ou à mourir de faim devant les richesses qu'ils ont produites, les travailleurs devront clamer de plus en plus fort leur droit primordial à la vie. Et les choses sont ainsi faites qu'ils en arriveront, par une pente fatale, à l'expropriation générale des exploiters. Heureusement !

Guerre à la Guerre

(Suite)

Cette propagande antimilitariste il ne tient qu'à nous de la reprendre en lui rendant l'énergie et l'intensité de jadis. Pour cela, il faut un prétexte, un point de départ, un thème quelconque sur lequel on broderait cette propagande. On n'en trouverait pas de meilleur que celui de la guerre qui vient.

On a discuté cette question dans tous les milieux anarchistes et révolutionnaires ; de nombreux militants ont expliqué dans des réunions et en de longs articles, les causes intimes de ce futur conflit capitaliste. Tout cela est bien, mais c'est loin d'être suffisant. Ce n'est pas seulement quelques individus qu'il faudrait éclairer, mais l'opinion publique toute entière. Notre presse, nos meetings habituels, qui sont plutôt devenus des réunions de camarades, ne touchent jamais que la même catégorie d'individus.

En revanche, nous disposons d'une force considérable que nous mettons bien peu souvent à profit. En France et ailleurs, il n'est pas une seule ville, pas même un seul village où il n'y ait quelques militants qui se morfondent à ne pouvoir rien faire ou s'amolissent en discutant sans enthousiasme sur des questions plus ou moins insipides.

Il s'agirait de faire donner cette vieille garde dont les épées se rouillent au fourreau.

Elle a depuis longtemps fait ses preuves. L'an dernier, au cours de la foire électorale, elle se montra particulièrement énergique. Partout nos affiches antiparlementaires recouvraient les murs, partout on lisait nos brochures et dans tous les recoins du pays il n'y eut guère de réunion de n'importe quelle saucisse qui ne fut agrémentée du piment anarchiste. Une propagande antimilitariste, sans autre étiquette, serait plus retentissante encore. Elle aurait pour effet de réunir toutes les forces révolutionnaires éparées ; elle ne saurait rencontrer d'opposition du côté des travailleurs et pourrait compter sur l'appui de tous les militants sincères.

Mais pour que cette propagande ne fut pas un coup de sabre dans l'eau, il faudrait encore qu'elle se fit au moment opportun. Une guerre, dit-on, nous arrivera comme un coup de foudre ; soit, mais la presse bourgeoise a pour mission de préparer longtemps à l'avance l'opinion publique. Des deux côtés de la frontière elle doit réveiller avec les vieilles rancunes, les instincts belliqueux qui sommeillent chez tous les peuples. Cette presse à tout faire, le seul signe avant-coureur que nous posons sur la guerre, est un admirable thermomètre sur lequel nous pourrions baser notre propagande.

Ainsi, au moment du conflit, une bonne partie de l'opinion publique serait éclairée. Les instincts belliqueux et sanguinaires admirablement entretenus et cultivés par la bourgeoisie, pourraient être facilement canalisés contre elle. Le peuple, s'il n'avait plus de Prussiens à

bouffer, aurait au moins du bourgeois à se mettre sous la dent. C'est beaucoup plus avantageux.

Tant que nous serons exploités et gouvernés, nous ne pourrions guère songer au pacifisme et à la féatilité. La bourgeoisie cultive la haine du Prussien, il est de notre devoir de cultiver à notre tour la haine du bourgeois.

La C. G. T. et le parti socialiste lui-même ont déclaré en mille circonstances solennelles, qu'à l'ordre de mobilisation ils répondraient par la grève générale et l'insurrection. De plus et quoi qu'on en dise, le piochier le moins dégourdi sait fort bien, de nos jours, que ce n'est pas pour ses propres intérêts qu'on lui demande de faire le sacrifice de sa peau à l'ombre de la loque nationale. S'il marchait à l'abattoir, ce serait bien à contre-cœur, et à ce moment là il ne faudrait pas grand-chose pour lui faire mettre crosse en l'air. L'agitation préliminaire dont je parle plus haut, faciliterait grandement notre tâche dans ces tentatives de débauchage militaire. Evidemment toutes ces choses ne pourraient se passer dans le calme. Il ne manquerait pas de Fourtriquets ni de Gallifets pour tenter de rétablir « l'ordre » et essayer de rééditer la tragédie de la semaine sanglante. C'est alors que les anarchistes auraient à intervenir pour empêcher les Cluseret ou les Rossel du siècle de compromettre la situation.

Certains camarades comptent beaucoup trop sur ces généraux révolutionnaires se jetant à la tête de leurs troupes pour les mener à l'insurrection.

Rappelons-nous que ce fut pour une bonne part ce qui perdit la commune. Les parlementaires du comité central achevèrent de consommer le désastre. C'est que la stratégie révolutionnaire est bien différente de la stratégie militaire. Rossel, brave sans doute, mais sorti des cadres de l'armée régulière voulant commander les gardes nationales comme de vulgaires trouffions, ne pouvait commettre que des gaffes.

Nous l'avons assez répété, notre intention n'est pas de livrer des batailles rangées au parti de l'ordre. La révolution sociale ne peut être qu'une longue série de guerillas harcelant sans cesse ce dernier jusqu'à son effondrement final.

Dans de telles conditions, les chefs ne sont pas seulement inutiles mais nuisibles. Nous nous sommes acquis, dans certains milieux, une réelle sympathie parmi la foule ; nous profiterons de cette circonstance pour pousser le peuple en avant en lui montrant la besogne nécessaire à accomplir ; de ce côté, là se bornera notre action. Ayant amené les individus à réfléchir, ils sauront ce qui leur reste à faire.

Ainsi parviendrions-nous, peut-être, à empêcher la guerre en en suscitant une autre aussi terrible, mais qui aura au moins pour nous l'inappréciable avantage de rendre possible notre libération.

tion économique, peut-être même — *chi lo sa ?* — notre libération totale. Toujours est-il qu'on ne se battra pas pour des prunes. Sans passer pour un illuminé, on peut, on doit même espérer en une amélioration notable de la situation présente.

N'en déplaise aux soi-disant anarchistes qui, à ce moment-là, c'est-à-dire au moment de se montrer, se cachent ou prennent la fuite, nous achèverons, nous, l'œuvre commencée par l'instruction et l'éducation, mais qui ne peut se terminer que par le fer et par le feu.

Voilà, à notre avis, la seule solution que nous puissions apporter au problème que nous pose la guerre future. Mais je ne saurais terminer cet article sans insister encore une fois sur la nécessité ou plutôt l'urgence d'une propagande antimilitariste générale, en prenant pour thème la guerre qui vient.

Pour cela, il est de toute nécessité de procéder comme on l'a fait l'an dernier pour la propagande antiparlementaire, à savoir :

Créer un comité d'initiative contre la guerre ;

Editer des brochures de circonstance ; Tirer des affiches à texte court, mais précis et significatif ;

Organiser des tournées de conférences comme celle qu'entreprend en ce moment notre camarade Girault, c'est-à-dire ayant pour but de traiter cette question de la guerre ;

Enfin bien observer le thermomètre des journaux bourgeois.

J. Gouard.

Carnet d'un Révolté

Comme je serrais la main de Jean Mouton, il me tendit le journal *le Matin* et je lus ceci : « On nous télégraphie de tous côtés que de sérieuses bagarres viennent d'avoir lieu à l'occasion de l'inscription pour les retraites ouvrières. L'enthousiasme est à son comble ; tout le monde veut se faire inscrire au plus vite pour pouvoir profiter de cette grande réforme démocratique. »

Hein ? me dit Jean Mouton, et cette bande de malfaiteurs et d'anarchistes qui sont à la G. G. T. qui prétendaient que c'était une escroquerie ? Voilà la preuve du contraire ! Et remarquez comme les réactionnaires font chorus avec les révolutionnaires. Cela montre bien qu'on n'en veut qu'à la République. Tenez, voyez plutôt ce qu'écrivait le sieur Latapie dans la *République française* :

« La loi n'est pas faite et déjà les ouvriers qu'on croyait amadouer, la déclaration détestable et se considèrent comme les victimes d'une nouvelle injustice, voire d'une escroquerie. Que sera-ce lorsque les patrons retiendront, conformément à la loi, la part de salaire destinée à gager la retraite ? C'est là que l'escroquerie, comme ils disent, leur apparaîtra évidente et palpable. Les colères grandiront d'autant plus que les patrons seront bien obligés de rattraper de leur côté la part qu'on les force à verser ; ils diminueront les salaires, ou enlèveront les prix de revient de la production. De toute façon cet impôt obligatoire retombera forcément sur la classe ouvrière. »

Vous voyez bien, me dit Jean Mouton, que tout cela est dirigé contre la démocratie au profit du Roy.

Pauvre Mouton, comme il lui plaît d'être tordu.

Dans *Terre libre*, Janvion répète à tout propos qu'il n'y a pas de péril réactionnaire, mais seulement actionnaire. Nous sommes tout à fait de son avis ; nous avons toujours dit que nous ne voulions connaître que des capitalistes, que des exploités, et c'est pourquoi nous trouvons idiot de vouloir faire une différence entre ceux qui sont juifs ou francs-maçons et ceux qui ne le sont pas.

Au sujet de la discussion, au Reichstag, à propos du discours de Guillaume II, le journal socialiste de Berlin, le *Vorwärts*, dit ceci :

« L'histoire du parlementarisme allemand est riche en manque de dignité, en bassesse, en servilité. Mais jamais le Reichstag n'avait vu une semblable prostitution de soi-même. »

Nous pouvons affirmer aux Berlinois que le Parlement français s'est montré au moins aussi vil que le Parlement allemand et que, d'ailleurs, les Parlements de tous les pays se valent.

Ce qui n'empêche pas les électruffes, même socialistes, de continuer à voter.

Ernest Duté.

LES MARTYRS DE CHICAGO (1887)
Une brochure, avec portraits de Spies, Lingg, Fischer, Engel, Parsons, Fielden, Schwab et Nebe.
L'exemplaire, 5 centimes. Le cent, 3 fr. 50, franco.

Le meilleur moyen pour assurer l'existence du « Libérateur », c'est de lui faire des abonnés.

EN TURQUIE

La Turquie traverse à l'heure actuelle une grave crise politique et économique. Le moment nous semble donc bien choisi pour publier une correspondance sur le mouvement social de la-bas que nous adresse un camarade bien placé pour en parler en connaissance de cause.

Avant d'étudier ici le mouvement et les idées révolutionnaires en Turquie, je trace rapidement quelques renseignements indispensables.

La Turquie est un pays composé de plusieurs races qui diffèrent beaucoup entre elles par leurs religions et leurs langues. De là la haine qui existe entre ces races. Il y en a 4 principales :

1° *Celle des Turcs musulmans*, peuple descendant de Mahomet, très fanatique et très religieux, qui déteste tous les autres peuples qui vivent sur la même terre.

2° *Les Grecs ottomans*, parlant la même langue que les Hellènes de la Grèce, ayant la même religion, mais de nationalité ottomane.

3° *Les Arméniens*.

4° *Enfin les Juifs*, la plupart desquels sont plus fanatiques que les musulmans eux-mêmes ; mais c'est une des premières races qui ont fait entrer le syndicalisme en Turquie.

Chacune de ces races forme, on pourrait le dire, un peuple à part ; les Juifs ont leur Grand-Rabbin, les Grecs et Arméniens leurs Patriarches et les Turcs leur Cheikh-ul-Islam (commandeur de l'Islam), lequel a le droit de renverser le Sultan dans certains cas.

Il y a en outre les Albanais qui sont moitié musulmans et moitié orthodoxes, qui ont joué un grand rôle dans les deux révolutions (juillet 1908, avril 1909) et qui constituent le peuple le plus réactionnaire en Turquie, après les Kurdes et les Arabes.

La Turquie présentait un état lamentable avant 1908. Le peuple fanatique, peureux, ignorait le mot « patrie » et adorait le Sultan jusqu'à mourir pour lui !

Le peuple — les travailleurs proprement dits — était plusieurs fois exploité. D'abord par les patrons qui, pour 12 francs par semaine, faisaient travailler leurs employés de 7 heures du matin à 8 heures du soir, sans aucun repos, même pour manger.

Les patrons et les travailleurs étaient exploités par les espions, sortes de mouchards, lesquels, pour des sommes de 5 francs et au-dessus, promettaient aux gens les plus intelligents de ne pas les emprisonner. Mais une fois la somme empochée, le lendemain ils recommençaient la même histoire.

Ces espions étaient eux-mêmes exploités par leurs chefs — les pachas — qui ne les

payaient qu'une ou deux fois par an, rarement trois.

Toute brochure imprimée à l'étranger ou même en Turquie, qui parlait vaguement de l'état du pays, était interdite et ses possesseurs poursuivis.

Exploitation, assassinats et brigandages par les autorités elles-mêmes, voilà dans quel état était la Turquie avant juillet 1908. Et dans tout cela, c'était le peuple qui souffrait le plus.

Une constitution a été donnée au pays. Les choses n'ont pas changé. L'exploitation continue. Mais au lieu des espions, ce sont les jeunes-turcs, au lieu que ce soit pour le Sultan, c'est pour la patrie. Rien n'a changé, si ce n'est que trois mots inconnus jusqu'alors sont venus s'ajouter au langage : « Liberté, égalité, justice », (hurrite, moussavate, adalète). Cependant le Sultan Abdul-Hamid, ennuyé de ne plus voir couler le sang, voulut faire le même coup que lors de son avènement, c'est-à-dire fermer le Parlement sous le prétexte que le palais où il siègeait, exigeait des réparations. Pour reconquérir son pouvoir, en avril 1909, le Sultan distribua de l'argent à chaque soldat — qui n'en avaient jamais eu — pour faire le coup d'Etat. Dans la nuit du 13 avril 1909, les soldats se soulevèrent et massacrèrent presque tous les officiers et chefs sortis des écoles militaires. Le peuple allait subir le même sort quelques jours après, lorsque l'armée de Salonique entra à Constantinople, renversa Abdul-Hamid et le remplaça par Mehmed, son frère. Pendant plus d'un mois, il y eut presque chaque jour une quinzaine de pendus. Le parti jeune-turc, très influent dans l'armée, étouffa tous les autres partis.

Le nouveau pouvoir étrangle les cris du peuple et le rend impuissant en lui faisant faire le service militaire. Mais le peuple peu habitué à ce genre de sport forcé ne répond pas à l'appel ; beaucoup font la sourde oreille et vont se réfugier en Grèce, en Italie ou autres pays étrangers.

Les premiers actes du parti jeune-turc au pouvoir furent de vendre les navires de guerre existants ; d'ouvrir ensuite des souscriptions nationales — pour sol-disant reconstruire la flotte — et assurer la défense de la patrie. On est allé tout cet argent ? Mystère. Ce qui est certain, c'est que plus de 30 millions rentrèrent dans les caisses de l'Etat, c'est-à-dire des jeunes-turcs (produits de vente des navires, des biens d'Abdul-Hamid et souscriptions nationales) et que seuls deux vieux navires desquels l'Allemagne voulait se débarrasser furent achetés.

Telle est l'œuvre des jeunes-turcs. Dans un prochain article nous verrons ce que fut le mouvement révolutionnaire ouvrier et quelles ont été les revendications des travailleurs.

Michel Romano.

DEUX DISPARUS

César Prenant

Atteint de paralysie, César Prenant était entré, il y a quelques mois, à l'hôpital Tenon ; malgré un semblant de mieux-être, il fut déclaré incurable et on l'avait transporté à Ivry, où il vient de mourir à l'âge de 65 ans.

Fils de cultivateur, Prenant était soldat quand la guerre franco-allemande éclata. Blessé et fait prisonnier, il revint en France comme Paris entraînait en révolte. Sans hésitation, il se jeta dans la mêlée, se dépensant sans compter, se battant comme un lion.

La Commune vaincue, César Prenant est du nombre des déportés. Il est envoyé à l'île des Pins où les iniquités qui se commettent là ne tardent pas à le révolter, et il entreprend de les signaler.

De retour en France, ce cœur généreux résolut, par un geste, d'attirer l'attention des ministres soi-disant républicains sur ce qui se passe à la Nouvelle-Calédonie.

Une lettre à la main, il aborda un jour Freycinet, alors ministre des travaux publics, qui inaugurait un pont dans le Midi.

Pour ce fait, César Prenant, accusé d'avoir voulu assassiner le ministre, fut condamné à la prison et à l'ignoble interdiction de séjour.

N'étant pas homme à subir une injustice sans crier, il protesta, et c'est pour étouffer sa protestation que les gouvernants le firent interner d'abord à Bicêtre, puis à Clermont ; après plusieurs péripéties on le relâcha, mais pour l'interner de nouveau.

César Prenant passa six ans à la sûreté de Bicêtre, dans une cage de fer, réservée aux fous meurtriers, et ce n'est qu'après une vigoureuse campagne de notre camarade Malato, en 1901, que l'interné recouvrit sa liberté.

En 1888, avec nombre d'anciens blanquistes devenus anarchistes, comme Constant Martin, César Prenant avait fait partie du groupe Ça-Ira.

Le cléricisme et la magistrature concurrent en celui qui vient de mourir un ennemi acharné.

C'est un grand révolté et une noble figure du mouvement anarchiste qui vient de disparaître ; puisse la généra-

tion qui vient compter beaucoup d'hommes de cette trempe !

A. D.

Aristide Delannoy

Nous avons maintenant à déplorer la mort du camarade Delannoy, l'excellent militant et le courageux dessinateur si hautement apprécié de tous. Il disparaît à trente-sept ans, tué par les gendarmes républicains ou le célèbre dessin de d'Amade, le général boucher, lui valut d'être interné, quoique déjà miné par la tuberculose.

Un artiste de nos amis se chargera de dire, la semaine prochaine, ce que fut Delannoy dessinateur.

LES ARTS

Quel est le nom du document collaborateur des *Hommes du Jour* qui nous reproche de croire que Rembrandt est né en Belgique, alors que nous avons bien spécifié que la « Belgique, patrie de Rembrandt » était une notion particulière à M. De Selves, l'éminent académicien.

Mais aussi pourquoi me suis-je attiré l'inimitié des *Hommes du Jour* en méditant de Zislin, qui, comme on le sait, est sous la protection de son collaborateur Poulot ?

44 PROPOS DE SAGRISTA

Quelques lecteurs nous demandent si le compte rendu que nous avons donné du discours de Willette est exact, et ils nous opposent le récit tout différent d'un quotidien. Mais ce dernier n'a-t-il pas raconté que Poulot, collaborateur de la *Bataille*, de l'*Humanité* et des *Hommes du Jour* s'était livré à de violentes manifestations patriotiques à la réception de l'Allemand Zislin, en gageant la *Marseillaise* ? Cela étant invraisemblable, nous considérons notre version comme vraie, à moins, toutefois, que Poulot et Willette ne nous envoient un démenti.

« LES HUMORISTES »

Encore une tentative communiste de la part des artistes qui gagnent sans doute les idées syndicalistes. Pour se débarrasser de la tutelle du directeur du *Rire* qui, paraît-il, les exploite, un groupe important de dessinateurs, parmi lesquels les plus grands : Steinlen, Forain et Willette, ont décidé de faire leurs affaires eux-mêmes et ils publient un journal où chacun est tenu à leur charge d'assurer la rédaction et de grouper les dessins.

Il y a donc là une véritable commande, sans que ces Messieurs s'en doutent d'ailleurs.

La semaine dernière, c'était Steinlen qui faisait fonction de rédacteur en chef et il avait orné la première page d'un beau et tragique dessin de miséreux chemineux. Naturellement, comme partout, il s'y glisse des non-valeurs ; ce numéro est enlaidi par un stupide dessin de Neumont, qui n'est pas même cochin, et par un Truchet qui cherche vainement à ressembler à Delav.

Fédération Révolutionnaire COMMUNISTE

Réunion plénière dimanche prochain 14 mai, à 2 heures, au Foyer Populaire de Belleville, 5, rue Henri-Chevreau, Paris.

Vu l'importance de la réunion, il est nécessaire que tous les camarades soient présents et que chaque groupe soit représenté.

ORDRE DU JOUR

- 1° Manifeste, affiche, meeting.
- 2° Conférence du 4 juin.
- 3° Sortie-promenade.
- 4° Questions diverses.

C'est le lundi de la Pentecôte qu'aura lieu la promenade organisée par la F. R. C.

Cette sortie champêtre sera pour les camarades l'occasion de faire plus ample connaissance.

Ne perdant jamais de vue notre besoin d'éducation, nous profiterons de notre passage dans différentes localités pour y distribuer journaux et brochures, et nous joindrons ainsi, au plaisir d'une promenade agréable, la satisfaction d'avoir semé un peu de nos idées.

C'est au bois de Champeaux qu'aura lieu le déjeuner champêtre. Pour peu que le soleil daigne se montrer, le 5 juin sera pour tous un jour de délassement et de joie. A la poésie de la Nature se joindra celle de plusieurs camarades qui se feront un plaisir de nous réciter leurs œuvres. Un orchestre sera également de la partie ; une sauterie sera donc de rigueur.

On s'embarquera à la gare Saint-Lazare, à 9 heures. Inutile de dire que c'est avant et non après 9 heures qu'il faudra être présent.

A Bezons, les camarades du groupe nous attendront, et c'est pilotés par eux que nous nous rendrons au bois de Champeaux.

Ecrire dès maintenant au camarade Dauthuille, 15, rue d'Orsel, Paris.

RÉUNIONS DES GROUPES

GROUPE DU 19°

Réunion du groupe le samedi 13 à 9 heures, salle Lacroix, 75, rue de l'Ourcq. Causerie par un camarade, Organisation de la réunion publique. Présence de tous indispensable.

Groupe de Pantin

Le samedi 13 mai, salle Lecomte, 58, route d'Aubervilliers, à Pantin : 1° Causerie par Dauthuille, du *Libérateur* ; 2° Organisation d'un meeting contre les retraites des morts. Présence indispensable des copains.

PUTEAUX

Groupe d'éducation et d'action révolutionnaire. — Mardi 16 mai, à 8 heures et demie, 33, boulevard Richard-Wallace, conférence publique et contradictoire, par Boudot : Pourquoi nous sommes antimilitaristes. N.B. — Les copains poursuivis sont instamment priés d'assister à cette réunion pour y discuter l'attitude générale à prendre pour le procès du 24.

Groupe de Rosny-sous-Bois

La section de Rosny-sous-Bois, organisée pour la fin du mois une grande réunion publique, adresse un pressant appel aux camarades des sections Pré-Saint-Gervais, Pantin, Aubervilliers, les Lilas, Neuilly-Plessance. Elle les invite à venir samedi prochain à la réunion de la section qui aura lieu à la Coopérative, 7 rue de l'Eglise, à neuf heures du soir, pour envisager les dispositions à prendre, en vue de la réussite de cette réunion, à laquelle nous voulons donner la plus grande ampleur.

MARSEILLE

Samedi passé, le camarade Marestan a fait devant un public qui aurait pu être plus nombreux une conférence des plus intéressantes sur Biribi. Il convient de louer son talent d'orateur, sa clarté dans l'exposition et le développement du sujet, mais on sent trop chez lui un souci de ne froisser personne qui le fait verser dans un opportunisme un peu trop large. Quoi qu'il en soit, il a sur le principe du choix du moindre mal — en l'occurrence l'amélioration de l'armée — j'aurais aimé qu'il fit une plus large place au développement des idées antimilitaristes et au rôle de l'éducation des individus.

Je ne sais quelles sont exactement les conceptions du camarade Marestan, mais il a dit lui-même qu'il souhaitait la disparition des armées ; pourquoi n'en a-t-il pas profité pour faire un exposé, même bref, des raisons qui lui dictaient ces paroles ? Cela aurait toujours été profitable à quelques-uns, par exemple à ces patriotes auxquels il a demandé leur appui pour la suppression de Biribi, cette tare qui fait sur le drapeau français une tache de boue et de sang !

ORY.

LYON

Le Sabotage des Retraites pour les Morts

Ceux qui n'ont jamais vu le citoyen député-flic Augagneur en furie, ceux-là n'ont qu'à aller lui faire la contradiction toutes les fois qu'il organisera des réunions où il

aura à parler du bienfait des retraites pour les morts. Alors, soyez-en sûr, vous ne plaindrez pas les quelques sous que vous aurez dépensés pour payer votre entrée.

Samedi dernier, à huit heures à l'Alcazar une fête conférence était organisée sous le patronage des écoles laïques, avec la présidence du susnommé député socialiste et talemment socialiste, que lorsque sa « dame », sort, elle est toujours suivie par un nègre à quinze pas. Le « flic » Augagneur, d'ailleurs, assisté d'un autre pantin non moins socialiste, le citoyen ancien ministre du travail, Viviani, qui, lui, devait traiter des retraites ouvrières. Enfin, après quelques vues cinématographiques, le gouverneur des nègres se décide à ouvrir la séance. Son apparition soulève une telle sympathie que ses premières paroles sont couvertes par des hou ! hou ! formidables, le chant de l'*Internationale* et les cris : « A bas les retraites pour les morts ! »

Devant l'impuissance d'Augagneur, Viviani intervient. Il débute en nous offrant à manger du curé en nous engageant à nous dresser contre cette engeance pour le plus grand profit de la République et surtout du sien et de ses pareils.

Sur la question des retraites, ses premiers arguments sont facilement réfutés par les camarades présents. Chose qui ne naît pas au flic Augagneur, qui avait sans doute tout prévu puisque, pour cette circonstance, cent flics se trouvaient dans la salle avec trois commissaires en écharpe qui obéissaient à ses ordres.

C'est ainsi que quelques camarades voulant mettre des points sur les i se sont vu sur son ordre jetés à la porte avec « douceur et fermeté ». Mais puisque nous attendions la fin pour la contradiction, nous avons laissé continuer le discours ; mais je t'en fous... le discours fini, le premier flic de Lyon s'empresse de lever la séance. La sortie s'est effectuée au chant de l'*Internationale*.

Tout ce que nous pouvons assurer, c'est que malgré les dires de la presse locale la réunion s'est terminée à notre avantage ; la preuve en est dans la manifestation qui s'est formée aussitôt. 500 camarades ont parcouru les principales rues du centre en chantant les refrains révolutionnaires et conspuant les renégats et les retraites pour les morts.

Notons en passant que la manifestation s'est déroulée dans le calme, la police ayant reçu avis de ne pas troubler l'ordre.

En somme, bonne soirée de propagande, qui aura contribué à dessiller les yeux de quelques aveugles qui assistaient à cette réunion.

R. Mathis.

ROANNE

La Semaine Sociale

Le premier mai a révélé cette année un caractère tout à fait particulier : la question des retraites étant à l'ordre du jour, c'est sur cette escroquerie qu'a roulé le gros des conversations — souvent passionnées — de plus le chômage a été presque complet sauf les magasins et quelques petits ateliers. Il suffirait d'ailleurs d'une petite agitation quelques jours avant le premier mai pour obliger ces retraitaires à faire comme tout le monde.

Une grande réunion à la Bourse réunissait de douze à quinze cents travailleurs ; un grand nombre n'ont pu trouver de place et sont restés au dehors.

Le camarade Calino, de Paris, a su intéresser cette foule pendant plus d'une heure. Parlant des retraites, il dit, en s'adressant aux travailleurs : « Inutile de vous casser le cerveau sur les nombreux articles de cette loi ; vous sentez vous-mêmes l'escroquerie ; or nous sommes assez volés déjà, sans consentir encore une fois à vider nos poches pour les bandits qui nous gouvernent. » (La salle applaudit à tout rompre.) Nos législateurs, nos politiciens, doivent s'apercevoir comment les travailleurs tant des villes que des champs, accueillent ce phénomène : ils veulent des retraites, mais non pour les morts, des retraites qui leur permettent de vivre.

Pour donner un exemple de l'empressement avec lequel les travailleurs de Roanne accueillent cette fumisterie, sur 16.000 bulletins envoyés, 257 sont revenus à la mairie, malgré la pression exercée par les administrations de certaines sociétés de secours mutuels.

Une grève s'était de nouveau déclarée au Bassin dans une maison de charbonnages ; après vingt-quatre heures de lutte, les camarades ont obtenu satisfaction. Voilà ce que donne la cohésion et le groupement syndical. Sans leur action, les travailleurs du port n'auraient jamais obtenu 1 fr. 50 d'augmentation de salaire.

Dalderi.

ALAIS

La sériciculture

La saison des vers à soie qui va commencer ne s'annonce guère sous de bons auspices ; comme l'année dernière la feuille de mûrier a été gelée, la récolte sera donc très réduite. Mais les prix des cocons vont s'élever, pensez-vous ? Eh bien, pas du tout, les acheteurs nous préviennent qu'ils seront dérisoires.

Voilà une mévente qui n'a pas la surproduction pour cause ; la production actuelle représente le quart de ce qu'elle était il y a une quarantaine d'années, alors que le prix des cocons était de 5 à 8 francs le kilo ; aujourd'hui, ils se vendent 2 fr. 80 et il est question de les payer moins encore.

Pourtant l'usage de la soie ne peut avoir diminué — s'il a diminué — autant que la production ; on parle bien de la concurrence étrangère, mais le vrai motif de la mévente, ce doit être encore la fraude, de nombreuses étoffes dites en soie étant fabriquées avec toutes sortes de produits. En tout cas, c'est à nous, sériciculteurs, de rechercher cela et de nous défendre comme les producteurs de beurre se défendent contre la margarine et les viticulteurs contre les pseudo-champagnes, les pseudo-bourgeois, etc...

Mais pour cela il faut se grouper. Si, au lieu d'aller le dimanche s'empoisonner et s'abrutir au café les producteurs passaient ce temps à s'instruire, à rechercher les causes de leur misère et les moyens d'y remédier, combien leur sort pourrait être changé.

Jean Sauze.

